

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. : 6ème bureau
GMT/CBE

Rappeler impérativement les références ci-dessus

Tél. direct : 35.03.53.96.

ROUEN, le 19/01/88

A R R E T E

LE PREFET,
Commissaire de la République
de la région de Haute-Normandie
et du département de la Seine-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur,

V U :

La loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application des lois du 16 décembre 1964 (titre 1er) et 19 juillet 1976 précitées (article 18),

Les différents arrêtés préfectoraux et récépissés autorisant et réglementant le fonctionnement de l'usine exploitée par la Régie Nationale des Usines RENAULT à SANDOUVILLE.

Le rapport de M. l'inspecteur des installations classées en date du 23 novembre 1987,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 11 décembre 1987,

Les notifications faites à la société les 30 novembre 1987 et 22 décembre 1987,

C O N S I D E R A N T :

Que les opérations de peinture effectuées dans l'usine RENAULT de SANDOUVILLE sont à l'origine d'émissions de solvants à l'atmosphère équivalent à 14 kg par véhicule,

Qu'il convient de ramener, par des techniques appropriées, d'ici à janvier 1991, ces rejets à moins de 10,5 kg par véhicule fabriqué,

.../...

Qu'il y a lieu, dans ces conditions, de faire application des dispositions de l'article 13 du décret susvisé du 21 septembre 1977,

A R R E T E :

ARTICLE 1er : La REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT, dont le siège social est situé 8-10, Avenue Emile Zola à BOULOGNE-BILLANCOURT, est tenue de se conformer, pour l'exploitation de son usine de SANDOUVILLE en zone industrielle du HAVRE, aux dispositions ci-après :

1°/ Au plus tard le 1er janvier 1991, la quantité totale moyenne de solvants rejetée à l'atmosphère pour chaque véhicule de tourisme fabriqué sera inférieure à 10,5 kg.

Pour juin 1989, l'exploitant transmettra à l'inspecteur des installations classées une étude proposant des solutions de façon à fixer une nouvelle réduction de ses émissions de solvants compte tenu des meilleures techniques disponibles.

2°/ A compter du 1er janvier 1988, l'industriel devra transmettre à l'inspecteur des installations classées :

a) tous les trois mois :

- un bilan de matière précis, prenant en compte les quantités et les teneurs en solvants de tous les produits consommés, y compris les solvants utilisés comme agents de dilution ou de nettoyage, les quantités de solvants sous forme de déchets et de produits de récupération venant en déduction.

- Le dépouillement de l'enregistrement des contrôles de la température d'incinération de la cataphorèse. Les enregistrements de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimale de 2 ans.

- L'évaluation, suivant une méthode qui sera proposée préalablement à l'inspecteur des installations classées, de la quantité de solvants rejetée à l'atmosphère rapportée au nombre de véhicules fabriqués pendant cette période.

b) tous les six mois :

- Le résultat des mesures des quantités de solvants dirigés vers les dispositifs d'épuration et les performances de ces dispositifs.

- Les prélèvements seront effectués suivant les règles de l'art et dans le respect des normes en vigueur.

3°/ L'inspecteur des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation.

Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

.../...

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire de la présente autorisation pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

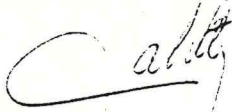
ARTICLE 5 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : M. le secrétaire général de la Préfecture de la Seine Maritime, M. le sous-préfet, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement du HAVRE, M. le maire de SANDOUVILLE, M. le directeur régional de l'industrie et de la recherche de Haute-Normandie, Mmes et MM. les inspecteurs des Installations Classées, M. le directeur départemental du travail et de l'emploi, MM. les inspecteurs du travail, M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

Un avis sera inséré aux frais de la Régie Nationale des Usines RENAULT dans deux journaux d'annonces légales du département.

Pour ampliation,
Le chef de bureau,



Odile LABITTE

ROUEN, le 19 janvier 1988
LE PREFET,
Commissaire de la République,
Pour le préfet, commissaire de la République,
et par délégation,
Le secrétaire général,

Pierre MIRABAUD